

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

## INFRASTRUCTURE QUÉBEC

AVRIL 2012

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC**

**Demandes de renseignements généraux de l'Opposition Officielle adressés à tous les ministères et organismes gouvernementaux**

#	Demandes de renseignements généraux		
1	<p>Liste des voyages <u>hors Québec</u> pour l'année financière 2011-2012 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les endroits et dates du départ et du retour;</li> <li>- Copie des programmes et rapports de mission;</li> <li>- Les personnes rencontrées;</li> <li>- Le coût (avec une ventilation par poste; frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.);</li> <li>- Le nom des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;</li> <li>- La copie des rapports de mission;</li> <li>- Pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés.</li> <li>- La liste des ententes signées et/ou annoncées, le cas échéant (les détails de ces ententes, les résultats obtenus à ce jour)</li> <li>- Les investissements annoncés, le cas échéant</li> </ul>		
2	<p>Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels <u>au Québec</u> et dirigeants d'organismes, selon le cas, les coûts, les dates et l'itinéraire.</p>		
3	<p>Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet) en articles promotionnels et en commandites :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013;</li> <li>- le nom des firmes de publicité;</li> <li>- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);</li> <li>- le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;</li> <li>- le but visé par chaque dépense;</li> <li>- dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire.</li> </ul>		
4	<p>Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatique, ou l'organisation d'événements :</p> <p><u>Organisés par le ministère ou l'organisme :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013, ventilées par type d'événements.</li> <li>- Le but visé par chaque dépense;</li> <li>- Le nombre d'événements total ventilé par type d'événements.</li> </ul> <p><u>Organisés par une firme externe :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013, ventilées par type d'événements.</li> <li>- Le nom de la ou des firmes de publicité;</li> <li>- Le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);</li> <li>- Le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographies, de vidéos, etc.;</li> <li>- Le but visé par chaque dépense;</li> <li>- Le nombre d'événements ventilé par type d'événements.</li> </ul>		
5	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par <u>un ministère ou un organisme</u> en 2011-2012 en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le nom du professionnel ou de la firme;</li> <li>- Les noms de tous les sous-traitants associés au contrat et le mandat et le résultat (rapport ou document final);</li> </ul>		

#	Demandes de renseignements généraux		
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le coût;</li> <li>- L'échéancier;</li> <li>- Dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.</li> </ul>		
6	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par <u>un ministère ou un organisme</u> en 2011-2012 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le nombre d'autorisations;</li> <li>- Le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;</li> <li>- Le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'Objet de cet octroi;</li> <li>- Le montant accordé;</li> <li>- Les motifs de la demande.</li> </ul>		
7	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en indiquant le nom du professionnel ou de la firme, le nom de tous les sous-traitants associés au contrat, le mandat et résultat (rapport ou document final, le coût, l'échéancier, dans le cas d'octroi par soumission et le montant des soumissions.</p>		
8	<p>Le nombre de consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère.</p>		
9	<p>Pour chaque projet de développement informatique de plus de 100 000 dollars initié depuis l'exercice financier 2003-2004 au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le nom du projet;</li> <li>- la nature du projet;</li> <li>- l'échéancier;</li> <li>- le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;</li> <li>- les plus récentes évaluations du coût du projet;</li> <li>- les sommes totales engagées à ce jour reliées au projet;</li> <li>- les firmes ou OSBL associés au développement du projet incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour et le mode d'octroi du contrat, le cas échéant;</li> <li>- le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;</li> <li>- le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère.</li> <li>- indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, telle qu'exigée par la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.</li> </ul>		
10	<p>Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2011-2012, de chacune des dépenses suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la photocopie;</li> <li>- le mobilier de bureau;</li> <li>- les distributeurs d'eau de source;</li> <li>- le remboursement des frais de transport;</li> <li>- le remboursement des frais d'hébergement;</li> <li>- le remboursement des frais de repas;</li> <li>- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :</li> </ul> <p>i. au Québec;</p> <p>ii. à l'extérieur du Québec.</p>		

#	Demandes de renseignements généraux		
11	<p>Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2011-2012, de chaque dépenses reliée à la téléphonie.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le nombre de téléphones cellulaires, Blackberry, Iphone ou autre type de téléphone intelligent;</li> <li>- Les coûts d'acquisition des appareils;</li> <li>- Le coût d'utilisation des appareils;</li> <li>- Le nom des fournisseurs;</li> <li>- Le coût des contrats téléphoniques;</li> <li>- Les ordinateurs portables;</li> <li>- Les IPAD ou autre type de tablettes électronique;</li> <li>- Les téléavertisseurs.</li> </ul>		
12	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>A) - 35 ans et plus/ le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...);</li> <li>B) - 35 ans et moins / le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...);</li> <li>C) - le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;</li> <li>D) - le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus;</li> <li>E) - le nombre total d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc...);</li> <li>F) - le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;</li> <li>G) - le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus;</li> <li>H) - le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique :</li> <li>I) - le nombre et la répartition par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels) qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;</li> <li>J) - l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);</li> <li>K) - l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;</li> </ul>		

#	Demandes de renseignements généraux		
	<p><b>L)</b> - le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;</p> <p><b>M)</b> - le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);</p> <p><b>N)</b> - le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.</p>		
13	<p>Pour chaque ministère et organisme, et ce, par direction :</p> <p>A- Nombre de départ à la retraite en 2011-2012;</p> <p>B- Nombre de remplacement effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;</p> <p>C- Nombre de départs à la retraite prévus pour 2012-2013;</p> <p>D- Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique embauchés pour un ou des contrats.</p>		
14	<p>Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d'eux :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'emplacement de la location;</li> <li>- la superficie du local loué;</li> <li>- la superficie réellement occupée;</li> <li>- la superficie inoccupée;</li> <li>- le coût de location au mètre carré;</li> <li>- le coût total de ladite location;</li> <li>- les coûts d'aménagement réalisé depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;</li> <li>- la durée du bail;</li> <li>- le propriétaire de l'espace loué;</li> <li>- le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.</li> </ul>		
15	Coûts de déménagement, d'aménagement et de travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1er avril 2011 à ce jour.		
16	<p>Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2011-2012 en indiquant pour chaque individu : la date d'entrée en fonction et la date de départ, le titre de la fonction, l'adresse du port d'attache, le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés, la prime de départ versée, la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève, la description de tâches, le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1er avril 2011, le nombre total d'employé au cabinet, la masse salariale totale par cabinet pour les années 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011, et 2011-2012, le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée, s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulés. <u>Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.</u></p>		
17	Liste des sommes d'argent versées en 2011-2012 à même le budget discrétionnaire du Ministre, Ministère ou de l'organisme.		
18	Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc) en indiquant le poste initial, le salaire, le poste actuel, la date de la mise en disponibilité, les prévisions 2012-2013.		

#	Demandes de renseignements généraux		
19	Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mise à pied par catégorie d'âge en 2011-2012.		
20	Nombre de fonctionnaires et/ou ETC affectés au Plan Nord, pour chaque ministère et organisme.		
21	<p>Liste du personnel hors structure, par catégories d'emploi, (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le nom de la personne;</li> <li>- le poste occupé;</li> <li>- le salaire de base et les bonis, le cas échéant;</li> <li>- l'assignation initiale;</li> <li>- la date de l'assignation hors structure;</li> <li>- la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.</li> </ul>		
22	<p>Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'assignation initiale;</li> <li>- l'assignation actuelle;</li> <li>- le salaire de base et les bonis, le cas échéant;</li> <li>- la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.</li> </ul>		
23	<p>Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les clubs privés ou autres;</li> <li>- les billets de saison, les loges;</li> <li>- etc.</li> </ul>		
24	<p>Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le nom du site Web;</li> <li>- le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;</li> <li>- le coût de construction du site;</li> <li>- le coût de l'entretien et de la mise à jour;</li> <li>- le responsable du contenu sur le site;</li> <li>- la fréquence moyenne des mises à jour;</li> <li>- le nombre de visiteurs (hits) par mois;</li> <li>- combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?</li> </ul>		
25	Nominations, depuis le 1er avril 2011, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs et sans en restreindre la portée.		
26	Pour 2011-2012, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacun des régions.		
27	Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme pour 2011-2012.		
28	La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres.		
29	La liste des ententes et leur nature, signées depuis le 1er		

#	Demandes de renseignements généraux		
	avril 2011 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.		
30	Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organismes par année budgétaire, et ce, depuis 2003-2004.		
31	Tel que prévu dans la politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2012-2013.		
32	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013.		
33	Pour chaque ministère et organisme, les sommes reçues en 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 et 2013-2014 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chacun des programmes, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.		
34	Pour chaque ministère ou organisme, la liste des ententes signées depuis le 1er avril 2004 avec une ou des conférences régionales des élus. Indiquer la nature de l'entente, les sommes qui y sont associées, le cas échéant, en vertu de quel programme ces sommes sont allouées, la ou les date(s) des versements et à quelles fins elles ont été consacrées.		
35	Pour chaque ministère et organisme, dont les agences, société d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour les années financières 2010-2011 et 2011-2012 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des primes au rendement et des bonis.		
36	Pour chaque ministère et organisme, dont les agences, société d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour les années financières 2010-2011 et 2011-2012 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des primes de départ incluant des montants versés pour bris de contrat.		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 1

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2011-2012: endroits et dates du départ et du retour; copie des programmes et rapports de mission; personnes rencontrées; coût (avec une ventilation par poste: frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.); noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; copie des rapports de mission; pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés; liste des ententes signées et/ou annoncées, le cas échéant; les détails de ces ententes; les résultats obtenus à ce jour; les investissements annoncés, le cas échéant.

UNITÉ ADMINISTRATIVE :

NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
• Eric Michaud	Vice-Président Projets	Toronto	Comité Finance Chum	Le 04-04-2011	966.93 \$
• Pierre Benoît	Directeur projets	Paris	Mission d'appui aux partenariats public-privé (MAPPP)	Du 23-05-2011 Au 27-05-2011	2 997.08 \$
• Guy Paquin	Directeur Projets	Pittsburgh	Visite Consol Energy Center à Pittsburgh	Du 18 -05-2011 Au 20-05-2011	2 731.63 \$
• Eric Michaud	Vice-Président Projets	Toronto	Présentation aux investisseurs CHUM	Le 26-05-2011	671.11 \$
• Frédéric Choquette • Eric Michaud	Directeur projets Vice-Président Projets	Toronto	Congrès - Pan Canadian Meeting organisé par Infrastructure Ontario sur les meilleures pratiques des grands projets (Réunion annuelle des organismes apparentés à Infrastructure Québec dans les autres provinces.	Du 13-06-2011 Au 15-06-2011	1 637.11 \$
• Eric Michaud • Frédéric Choquette • Martin Matte-Thibault • Mario Deschamps • Karla Mejia Duval • Luc Bélanger	Vice-Président Projets Directeur Politiques et procédures Conseiller Directeur Financement des projets Conseiller Directeur Projets	Toronto	Congrès – Conseil Canadien pour les partenariats public-privé (CCPPP)	Du 20-11-2011 Au 22-11-2011	6 151.84 \$
• Soudry Gabriel	Vice-Président Projets	New -York	Remise de Prix-Best Deal of the Year CHUM par Project Finance International	Du 01-03-2012 Au 02-03-2012	1 967.17 \$



## FORMULAIRE DE DEMANDE DE MISSION EN FRANCE

(À transmettre à la Direction France du ministère des Relations internationales au moins 4 semaines avant le départ)

IDENTIFICATION			
Nom :	Benoît	Prénom :	Pierre
		Sexe :	M (x) F ( )
Date de naissance :	25.10.57	Lieu de naissance :	Montréal
		Nationalité :	Canadien
Adresse personnelle :	68 Greenfield	Téléphone :	(450) 923-2082
	Greenfield Park, Qc	Télécopieur :	( )
	J4V 2J5	Courriel :	

RENSEIGNEMENTS PROFESSIONNELS			
Titre ou fonction : Directeur - Projets			
Employeur / établissement de rattachement : Infrastructure Québec			
Adresse professionnelle :	500, boul. René-Lévesque Ouest	Téléphone :	(514) 873-9026
(adresse civique)	Montréal, Qc	Télécopieur :	(514) 873-2383
	H2Z 1W7	Courriel :	pierre.benoit@infra.gouv.qc.ca

TRANSPORT AÉRIEN ET INDEMNITÉS DE SÉJOUR			
Coordonnées d'arrivée :	Date : 14 mai 2011	Heure : 8h35	am ( x ) pm ( )
		local	
Aéroport :	Orly	Terminal no :	Orly-Sud
Compagnie aérienne :	Aller : Corsair	No de vol :	SS 0901
	Retour : Corsair	No de vol :	SS0900
Dates du séjour :	Départ : 14 mai 2011	Retour :	28 mai 2011
Dates de la mission :	Début : 23 mai 2011	Fin : 27 mai 2011	Nombre de per diem : 7
(maximum 7 unités)			

RÉSERVATION DE BILLETS DE TRAIN			
(La partie française réserve et paie les billets de train si le projet est en financement croisé, cf. lettre de convention électronique)			
Ville 1 :	Aller :	Date :	am : h pm : h
	Retour :	Date :	am : h pm : h
Ville 2 :	Aller :	Date :	am : h pm : h
	Retour :	Date :	am : h pm : h
N. B. : S'il y a des modifications d'horaire à effectuer après l'envoi de ce formulaire, vous devrez les faire vous-même auprès de la SNCF			

APPROBATIONS			
Ministère des Relations internationales du Québec		Consulat général de France	
Nom du répondant :		Nom du répondant :	
Numéro de projet CPCFQ 63.		N° SCOP :	
Signature :	Date :	Signature :	Date :

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES	
N° assurance-maladie : <u>BENP 5710 2512</u>	Date d'expiration carte assurance-maladie : <u>2013 10</u>
Numéro de passeport : <u>JV072824</u>	Date de délivrance du passeport : <u>12 avril 2006</u>
Numéro d'assurance sociale : <u>239-575-756</u>	
Personne à prévenir en cas d'urgence : <u>Nom : Giroux</u> Prénom : <u>Esther</u>	
<u>Adresse : même</u>	
<u>Téléphone : (514) 868-4564</u>	
Coordonnées / lieu de séjour :	
Nom de l'hôtel : _____	Ville : _____
Téléphone : _____	Télécopieur : _____

MISSION PROJÉTÉE	
No projet : <u>63</u>	Titre du projet : <u>Grands projets d'infrastructure publique et mode de passation de la commande publique</u>
Partenaire français :	Mission d'appui aux partenariats public-privé
Organisme ou établissement de rattachement : <u>public-privé</u>	
CONTACT	
Nom : <u>Bergère</u>	Prénom : <u>François</u>
Adresse : <u>6, rue Louise Weiss,</u>	Téléphone : <u>01 44 97 34 30</u>
<u>télédoc 323, 75 703 cedex 13,</u>	
<u>Paris, France</u>	
	Télécopieur : <u>01 44 97 33 88</u>
Autre contact : <u>francois.bergere@finances.gouv.fr</u>	

OBJECTIFS DE LA MISSION
L'objectif principal de la coopération franco-qubécoise en matière de partenariat public-privé consiste à échanger sur les retours d'expérience et les bonnes pratiques, et à enrichir les méthodologies et les outils utilisés par chacun des organismes experts. Dans le cadre de ce séjour en particulier, les thèmes à approfondir sont la fiabilisation des estimations de coûts, la robustesse des offres financières, et les expériences d'applications pratiques de la méthodologie de quantification des risques reliés aux projets.

PROGRAMME DE TRAVAIL		
	AM	PM
Jour 1	Présentations et familiarisation	Examen des outils de la MAPPP
Jour 2	Accompagnement	Atelier thématique
Jour 3	Atelier thématique	Atelier thématique
Jour 4	Accompagnement	Accompagnement
Jour 5	Accompagnement	Accompagnement

RETOMBÉES PRÉVUES

Cette mission devrait permettre de tirer des leçons concrètes à l'égard des thèmes étudiés. Ces leçons devraient pouvoir être appliquées dans le cadre de la mission et des activités courantes d'Infrastructure Québec.

En particulier, l'intention est d'identifier des moyens pratiques permettant de garantir la fiabilité des estimations de coûts. Également, l'intention est de revenir sur les pratiques de modélisation et de monétarisation des risques, discutées lors d'une précédente mission, et sur le processus devant permettre de faciliter les échanges courant entre la MAPPP et Infrastructure Québec.

**MISSION EN FINANCEMENT CROISÉ (MRI – MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET EUROPÉENNES)**

Cette mission est soutenue par la Commission permanente de coopération franco-québécoise. Le ministère des Relations internationales du Québec assume le coût du transport international jusqu'à un maximum de 1000 \$. Le coût du transport intérieur est également couvert (maximum 200 \$) si le lieu de départ est à plus de 200 km de Montréal ou de Québec. Les frais de séjour pour la durée de la mission sont assumés par le ministère des Affaires étrangères et européennes. Un opérateur désigné, EGIDE, verse à cet effet au missionnaire québécois une allocation de 122 €/nuitée, ainsi qu'un forfait aller-retour entre l'aéroport et le centre-ville. En outre, il peut prendre en charge, sur demande du missionnaire, le transport ferroviaire pour le déplacement en province.

**MISSION EN FINANCEMENT DÉCROISÉ (MRI)**

X

Cette mission est soutenue par la Commission permanente de coopération franco-québécoise. Le montant maximum de 2400 \$ alloué par le ministère des Relations internationales du Québec couvre le coût du transport international jusqu'à un maximum de 1000 \$ et les frais de séjour à raison de 200 \$ par jour pour un maximum de 7 jours. Sur demande, un forfait peut être alloué pour les déplacements en région.

Je m'engage à envoyer UN RAPPORT DE MISSION (voir page 4) au ministère des Relations internationales dans le mois suivant mon retour au Québec.

Dans le cadre de l'application du Protocole d'entente Québec-France en matière de sécurité sociale, je soussigné(e), autorise tout intervenant gouvernemental compétent à divulguer tous les renseignements requis me concernant et à utiliser à cette fin tout moyen de communication.

Signature du candidat : \_\_\_\_\_

Date : \_\_\_\_\_

**IMPORTANT**

Ce formulaire dûment signé doit nous parvenir 4 semaines avant la date de départ par courrier à l'adresse ci-dessous mentionnée, par télécopieur au (418) 649-2654

ou par courrier électronique (format pdf avec signature)

Direction France  
Édifice Hector-Fabre  
525, boulevard René-Lévesque Est, 2<sup>e</sup> étage  
Québec (Québec) G1R 5R9  
Téléphone : (418) 649-2329  
Télécopie : (418) 649-2654  
[direction.france@mni.gouv.qc.ca](mailto:direction.france@mni.gouv.qc.ca)

**63<sup>E</sup> SESSION DE LA COMMISSION PERMANENTE DE COOPÉRATION FRANCO-QUÉBÉCOISE**  
**Rapport de mission ou de stage**

Titre du projet : Grands projets d'infrastructure publique et mode de passation de la commande publique		N° du projet : 63.
Nom du participant (un seul rapport par groupe de participants) Pierre Benoît		Dates du séjour : 23 au 27 mai 2010
<b>Coordonnateur québécois responsable du projet et ses coordonnées</b> Pierre Lessard Adjoint au Président-directeur général Infrastructure Québec <a href="mailto:pierre.lessard@infra.gouv.qc.ca">pierre.lessard@infra.gouv.qc.ca</a> 418-644-9516	<b>Coordonnateur étranger responsable du projet et ses coordonnées</b> Patrice Moura Directeur MAPPP <a href="mailto:patrice.moura@finances.gouv.fr">patrice.moura@finances.gouv.fr</a> 01 44 97 34 33	
<b>RÉSULTATS ATTEINTS LORS DE CETTE MISSION OU CE STAGE :</b>		
La participation à cette mission a permis notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>• De mieux comprendre les similitudes et les différences dans les missions et les pratiques des deux organismes experts et d'analyser les raisons qui ont incité le Gouvernement français à transformer la MAPPP en Service à compétence nationale ;</li> <li>• De prendre connaissance d'outils développés spécifiquement par la MAPPP et/ou ses partenaires, et qui visent à améliorer les pratiques qui étaient ciblées par la mission, dont notamment la modélisation et la monétarisation des risques, et la fiabilisation des estimations de coûts;</li> <li>• De mieux comprendre la nature et l'historique de l'utilisation des diverses formes de partenariat en France;</li> <li>• D'identifier des pistes d'exploration pouvant permettre de simplifier certaines analyses et d'alléger certains processus spécifiques au mode PPP;</li> <li>• De constater l'ouverture d'esprit réciproque et de confirmer l'efficacité des échanges entre Infrastructure Québec et la MAPPP;</li> <li>• De constater les efforts de promotion et de banalisation du PPP entrepris par la MAPPP;</li> <li>• De connaître certains mécanismes financiers qui ont été développés par la MAPPP et/ou le Ministère de l'Économie afin de soutenir la réalisation des projets en mode PPP;</li> <li>• D'accéder à une documentation qui permettra de mieux comprendre les pratiques et les outils utilisés par la MAPPP, et d'évaluer la pertinence de leur application dans le marché des PPP au Québec</li> <li>• De renforcer les relations entre les deux organismes et d'évoquer des perspectives de collaboration future;</li> <li>• D'identifier un champ d'expertise pour lequel la MAPPP souhaite connaître les pratiques québécoises (financement obligataire de grands projets).</li> </ul>		

**PRODUCTIONS CONCRÈTES RÉALISÉES** : préciser les aspects quantitatifs et qualitatifs. Indiquer toutes les activités réalisées.<sup>1</sup> Dans le cas de séminaires, de colloques, de publications, de coproductions, de coéditions et de spectacles, préciser le nombre de participants, l'auditoire visé, le tirage, la référence bibliographique, etc.

Le programme de la semaine incluait les activités suivantes :

- Rencontres individuelles avec chacun des directeurs de projets, et visant à comprendre la nature de leurs tâches et l'application de leur expertise spécifique aux projets
- Participation à une rencontre lors de laquelle les représentants d'une municipalité venaient discuter de l'opportunité de faire un PPP pour la rénovation d'un ensemble d'écoles
- Rencontre avec des représentants de l'Agence pour l'Immobilier de la Justice (APIJ) ; équivalent de la Société immobilière du Québec mais dédiée à l'immobilier du Ministère de la Justice
- Brève présence à une conférence du «Development Institute International» sur l'utilisation des PPP dans le domaine de la défense. La conférence regroupait environ 25 représentants du Gouvernement français et de l'industrie, et visait à expliquer la nature d'un contrat de partenariat et à démontrer les opportunités d'applications
- Participation à une rencontre entre des directeurs de la MAPPP et des représentants de la société MARSH pour apporter des améliorations au modèle d'analyse financière et de quantification des risques de la MAPPP
- Participation à une réunion avec des représentants du CEF-O-PPP (équivalent de l'IPPPQ et du CCPPP) pour la préparation de la prochaine «Rencontre internationale des PPP», prévue pour l'automne.
- Bilan de la mission effectué avec le Secrétaire Général de la MAPPP axé sur les points susceptibles de faire converger les pratiques d'IQ et de la MAPPP

Un bilan sommaire de la mission a été présenté à l'ensemble du personnel d'Infrastructure Québec lors d'une rencontre d'équipe le 30 juin 2011 (voir présentation jointe).

- **Visibilité médiatique** : indiquer s'il y a eu des articles de journaux, de revues, des reportages ou entrevues radio/télévision, internet, etc.

Retourner le rapport dûment complété, au plus tard **1 mois après le retour** à :  
[direction.france@mri.gouv.qc.ca](mailto:direction.france@mri.gouv.qc.ca)

Ou par la poste au: Ministère des Relations internationales  
Édifice Hector Fabre / Direction France  
525, boulevard René-Lévesque Est, 2<sup>e</sup> étage  
Québec (Québec) G1R 5R9

<sup>1</sup> Pour chacune de ces activités, joindre les documents pertinents.



Direction générale  
Amphithéâtre multifonctionnel de Québec

18 au 20 Mai 2011

Guy Piquin

Pittsburg

COPIE

Labédo  
Enrhi #20

NOTE AUX MEMBRES DU COMITÉ DIRECTEUR DE L'AMDQ  
Réunion du 6 juin à 14 h

Objet : Visite du 19 mai 2011 au Consol Energy Center à Pittsburgh

#### OBJECTIFS ET PARTICIPANTS :

Voir le sommaire décisionnel joint en Annexe A.

#### ÉLÉMENTS STRATÉGIQUES :

##### 1. Intégration du bâtiment dans son environnement urbain

Le Consol Energy Center de Pittsburgh possède beaucoup de similitudes avec notre propre projet, quant à sa situation dans la ville, à son accessibilité via les grands réseaux routiers et à l'objectif de redéveloppement du secteur périphérique. À Pittsburgh cependant, le réseau de transport public dessert beaucoup mieux le site, surtout en considérant la présence du métro. Sur le plan architectural, la situation de Québec est quelque peu différente et pourrait permettre une plus grande liberté, bien qu'il soit intéressant de considérer le caractère d'ensemble du site d'Expo-Cité.

##### 2. Accès

La localisation des débarcadères est l'élément premier pour positionner le bâtiment sur le site. L'accès général au bâtiment se fait par trois axes principaux.

##### 3. Potentiel d'accueil vs les types d'activités produites

Le bâtiment accueille  $\pm 1,7$  million de spectateurs par année avec des audiences variant de 500 à 18 500 spectateurs pour des événements de tout genre.

La seule limitation du bâtiment est la capacité d'accueil très limitée pour des foires commerciales et/ou centres d'expositions commerciales.

##### 4. Coût :

Mis en service à l'automne 2010, le projet a été réalisé pour  $\pm 320$  M\$ avec un budget initial de 290 M\$.

L'avis du Comité De Travail à Québec - Anne & Simon

À ce montant, s'ajoutent 16 M\$ pour un stationnement réservé à l'usage exclusif des détenteurs de loge et des artistes et/ou des joueurs, stationnements qui est indissociable du projet tout comme le débarcadère.

5. Vision du marché futur

Selon le gestionnaire, tout le marché futur et/ou actuel peut être desservi dans le bâtiment, la configuration et/ou l'architecture ne posent pas de limitation à la mise en marché d'événement sauf la limitation énoncée au point 3.

6. Blocage des surfaces et interrelations

Les architectes du projet et le gestionnaire ont mis à notre disposition les plans généraux d'architecture tout comme les études d'intégration urbaine.

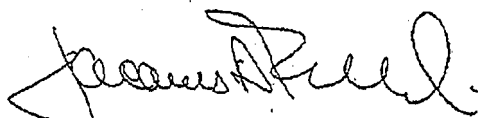
7. Qualité générale du bâtiment

Tout en étant intéressant pour l'observateur et le visiteur, ce bâtiment est très fonctionnel, très sobre et réalisé avec des matériaux durables utilisés de façon judicieuse. Des commentaires et observations très détaillées ont été préparés par M. Serge Viau, le tout sera très utile pour les équipes de professionnels chargées des prochaines étapes du projet. Une certification LEED OR a toutefois été attribuée au bâtiment.

8. Références

Un important relevé photographique des différentes composantes du projet a été réalisé et sera très utile pour assister les professionnels dans l'estimation des coûts.

Les objectifs visés ont été atteints et l'information recueillie sera très utile pour finaliser l'étude des besoins et les phases subséquentes du projet.

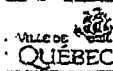


Jacques Bédard, ing.  
Directeur du projet  
Le 6 juin 2011

p.j.



2011-05-13 12:56:48



## sommaire décisionnel

IDENTIFICATION	Numéro : DG2011-040 Date : 09 Mai 2011
Unité administrative responsable	Direction générale
Instance décisionnelle	Comité exécutif
Projet	
Objet	
Autorisation de déplacement au Consol Energy Center à Pittsburgh les 18 et 19 mai 2011	
Code(s) de classification	

### EXPOSÉ DE LA SITUATION

Depuis le 26 avril dernier, une équipe de professionnels est chargée de définir les besoins qui devront être pris en charge dans le projet de l'amphithéâtre multifonctionnel de Québec.

C'est à cette étape qu'il faut préciser les types d'activités et les clientèles visées à accueillir dans le futur bâtiment.

Pour permettre de produire un étude de besoins complète et bien supportée, il est requis de visiter un projet récent comparable en termes de marché desservi. Le Consol Energy Center à Pittsburgh a été identifié. La visite est structurée et vise la cueillette d'informations précises. L'accueil et l'accompagnement sont planifiés, le tout sous la responsabilité de personnes en autorité.

Six personnes participeront à cette visite le 19 mai prochain.

### DÉCISIONS ANTÉRIEURES

### ANALYSE ET SOLUTIONS ENVISAGÉES

Au moment de décider de ce que seront les services, les types de spectacles, les événements sportifs, etc. offerts ou pouvant être produits dans le futur amphithéâtre multifonctionnel de Québec, la Ville de Québec doit être en mesure de comparer ses choix par rapport à des réalisations comparables récentes.

La visite traitera des points suivants :

- l'intégration du bâtiment dans son environnement urbain;
- l'accès requis vs les types d'activités produites;
- les types de services, d'activités et de spectacles vs les besoins associés;
- un échange sur les nouveaux besoins exigés par les promoteurs d'événements;
- une visite exhaustive du bâtiment en compagnie de l'équipe de direction du bâtiment et de l'un des architectes chargés de la conception du bâtiment;
- une analyse du blocage et des interrelations entre les différents secteurs du bâtiment.

L'équipe de professionnels chargée de l'étude de besoins doit à l'intérieur de son mandat réaliser une comparaison et une analyse de projets comparables. Toutefois, les documents d'appels d'offres précisent que les déplacements et/ou visites de cette nature ne sont pas inclus. Ils sont donc aux frais de la Ville de Québec.

Les personnes qui participeront à cette visite sont :

Pour la Ville de Québec :

M. François Picard, vice-président du comité exécutif et membre du comité directeur de l'amphithéâtre multifonctionnel

M. Jacques Bédard, directeur du projet de l'amphithéâtre multifonctionnel

M. Serge Viau, expert-conseil en intégration urbaine

Pour l'équipe de professionnels - étude des besoins :

M. François Moreau, architecte, ABCP

M. Gaëtan Samson, ingénieur, SNC-Lavalin

2011-05-13 12:56:46



## sommaire décisionnel

<b>IDENTIFICATION</b>		Numéro : DG2011-040	
		Date : 09 Mai 2011	
Unité administrative responsable Direction générale			
Instance décisionnelle Comité exécutif		Date cible :	
Projet			
Objet			
Autorisation de déplacement au Consol Energy Center à Pittsburgh les 18 et 19 mai 2011			
<b>AVANT-PROJETS D'INTERVENTIONS</b>			
Pour l'équipe de professionnels - gestion du projet :			
M. François Lalouche, ingénieur, Verreault			
Les frais de déplacement et d'hébergement pour ces six personnes sont évalués à environ 10 800 \$.			
<b>RECOMMANDATION</b>			
Autoriser le déplacement des personnes suivantes au Consol Energy Center à Pittsburgh les 18 et 19 mai 2011 :			
M. François Picard, vice-président du comité exécutif de la Ville et membre du comité directeur de l'amphithéâtre multifonctionnel			
M. Jacques Bédard, directeur du projet de l'amphithéâtre multifonctionnel, Ville de Québec			
M. Serge Viau, expert-conseil en intégration urbaine, Ville de Québec			
M. François Morneau, architecte, ABCP			
M. Gaëtan Samson, ingénieur, SNC-Lavalin			
M. François Lalouche, ingénieur, Verreault			
Les frais de déplacement, d'hébergement et de repas sont évalués à 10 000 \$ et seront remboursables sur présentation de pièces justificatives.			
<b>IMPACTS FINANCIERS</b>			
Les fonds requis, soit une somme maximale de 10 000, 00 \$, sont disponibles au règlement d'emprunt R.V.Q. 1723, projet « J101723D1 - Octroi des contrats de services professionnels et techniques ainsi que des travaux et des démarches préparatoires à la construction d'un amphithéâtre multifonctionnel », tâche 01.10191242.			
<b>ÉTAPES SUIVANTES</b>			
<b>ANNEXES</b>			
<b>VALIDATION</b>			
Intervenant(s)		Intervention Signé le	
Céline-A Cloutier		Favorable 2011-05-12	
Finances			
Responsable du dossier (requérant)			
Alain Marcoux		Favorable 2011-05-10	
Approbateur(s) - Service / Arrondissement			
Cosignataire(s)			

2011-05-13 12:56:46



## sommaire décisionnel

IDENTIFICATION	Numéro : DG2011-040 Date : 09 Mai 2011
Unité administrative responsable	Direction générale
Instance décisionnelle	Comité exécutif
Date cible :	
Projet	
Objet	Autorisation de déplacement au Consol Energy Center à Pittsburgh les 18 et 19 mai 2011
Direction générale	
Résolution(s)	
CE-2011-0825	Date: 2011-05-11

(Mandi/Meredi)

→ Quebec/MTL?

→ Pan Nord

# PAN CANADIAN MEETING

JUNE 14-15, 2011

SUTTON PLACE HOTEL

955 BAY STREET TORONTO ON

PBC + ID + Alberta + QC  
NBS + NE + PPP Canada

15 personnes.

Day 1 - June 14, 2011

8:00 - 9:00 Breakfast

9:00 - 10:15 Roundtable Update  
Trends, issues, news and any comments on the agenda

ALL

10:15 - 10:30 Break

10:30 - 12:00 Capacity Issues Across the Country  
Presentation and Discussion

George Gritziotis  
Construction Sector  
Council

12:00 - 1:15 Lunch

1:15 - 2:15 Update on Financial Markets and Credit  
Spread/Financial Rate Setting Protocol

Jim Cahill, Senior Vice  
President AFP Shared  
Services,  
Infrastructure Ontario

(Presentation will start  
with market update  
from Scotia's Bill  
Hastie, Managing  
Director of  
Infrastructure and  
Government Finance)

2:15 - 2:30 Break

2:30 - 4:00 Update from Committees  
• Legal  
• Communications

Infrastructure Ontario  
and PBC

4:00 - 5:00 Focus on Municipal Sector.  
Presentation and Discussion

Cynthia Robertson  
Parkridge Consulting

6:30 Dinner at Bistro 990, 2<sup>nd</sup> Floor  
(across the street from the Sutton Place on Bay Street)  
Drinks at 6:30 followed by dinner at 7:00

**PAN CANADIAN MEETING**  
**JUNE 14-15, 2011**  
SUTTON PLACE HOTEL  
955 BAY STREET TORONTO ON

*Day 2 - June 15, 2011*

8:00 - 9:00 Breakfast

5 9:00 - 10:15 Update from C2P3  
Presentation and discussion

10:15 - 10:30 Break

6 10:30 - 12:00 Report from P3 Canada *Road 3*  
Presentation and Discussion

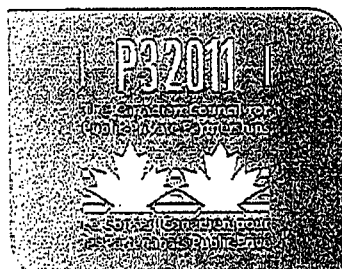
12:00 - 12:15 Wrap-up, Next Steps and Closing Remarks

12:15 Adjournment and Lunch

*Mark Romoff, CEO, C2P3*

*John McBride, CEO  
P3 Canada*

*Section 100(1) of the  
Municipal Act, 2001*



The 19<sup>th</sup> Annual CCPPP National Conference on Public-Private Partnerships

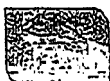
# THE P3 NEXT GENERATION

November 21<sup>st</sup> & 22<sup>nd</sup>, 2011 | Toronto, Canada

## Venues >



**Fairmont  
Royal York Hotel**  
Sessions  
& Lunches



**Hockey Hall  
of Fame**  
1<sup>st</sup> Night  
Reception

## Highlights >

There are several events and elements to this year's conference that will make it a truly unique experience:

**International P3 thought leaders and practitioners:** Hear their unique perspectives on the market and the issues as they relate to the Canadian context

**The next generation of talents:** Connect with young industry leaders and students across Canada engaged in infrastructure-related research

**2011 National Awards for Innovation & Excellence in PPPs:** Celebrate Canada's leading P3 projects and people from the public and private sector

**Site Visits:** Visit interesting local P3 projects as they take shape: Bridgepoint Health, the Centre for Addiction and Mental Health (CAMH) or the Pan/ParapanAm Toronto 2015 Athletes' Village

**International Café:** Meet with Canadian trade representatives about taking your P3 expertise global

**First Night Reception:** Network with fellow speakers and delegates on November 21<sup>st</sup> at the Hockey Hall of Fame

**The P3 2011 Conference App:** Connect to the program, speakers, sponsors and fellow delegates with this interactive smartphone application.

Canada's P3 market is now considered one of the most respected and well-developed in the world, with over 150 projects in 11 sectors. The National Conference is recognized internationally as the premier forum on P3, bringing together constructors, developers, financiers, lawyers, engineers, advisors and government representatives from across Canada and around the world.

This year's theme points to the next generation of projects and people that will shape the Canadian P3 landscape in the coming years. Whether it's how best to involve user groups in design, a debate on bond or bank financing, or what's happening in P3 courthouses and IT projects, this year is sure to provide a full spectrum of topics to engage you. And this is the one chance to network with over 1,200 public and private sector leaders involved in P3.

## Featured Speakers >



**Sarah Clark**  
President & CEO,  
Partnerships BC



**The Honourable  
Denis Lebel**  
Minister of Transport,  
Infrastructure and  
Communities



**Johanne Mullen**  
Partner,  
PricewaterhouseCoopers  
LLP



**Joseph S. Mendinelli**  
International Vice  
President, Labourers'  
International Union of  
North America



**Jim R. McCarter**  
Auditor General  
of Ontario



**Jay Ramotar**  
Alberta Deputy Solicitor  
General and Deputy  
Minister of Public Security



**Alina Osorio**  
CEO, Aquila  
Infrastructure  
Management



**John McBride**  
CEO, PPP Canada



**Catherine Deluz**  
Vice President,  
Senior Credit Officer,  
Moody's Canada Inc.



**Carl Zehr**  
Mayor,  
City of Kitchener



**Norma Malanowich**  
Chief Project Officer,  
Kelowna and Vernon  
Hospitals Project



**Dan Doyle**  
Chair of the Board,  
BC Hydro

< and many more!

Register now at: [p32011registration.ca](http://p32011registration.ca)

DAY  
1

Monday, November 20, 2011

7:00 Registration & Breakfast

8:45 Welcome from CCPPP

Dale Richmond, President & CEO, DERX Inc. & President, CCPPP  
Mark Romoff, CEO, CCPPP

9:00 Conference Sponsor Remarks

9:15 Awards Presentation #1

9:20 Mayors Panel: The Municipal Infrastructure Challenge

Many consider municipalities to be the next big area of P3 development in Canada. Faced with critical infrastructure deficits and limited financial tools, cities are looking at new ways to deliver roads, bridges, transit, water and wastewater systems to citizens that are resistant to tax increases. There are a few visionary municipal leaders who refuse to accept the status quo and are looking to P3 and other non-traditional models to renew and stimulate their city and region. Don't miss this distinguished panel of mayors who will share their experience and vision on how to make cities new centres of economic growth for the 21st century.

**Session Chair:** James Stewart, OBE, Chairman, Global Infrastructure Practice, KPMG and former Chief Executive, Infrastructure UK

**Panel:** Richard M. Daley, former Mayor, City of Chicago  
Stephen Goldsmith, Senior Strategic Advisor, McKenna Long & Aldridge LLP and former Mayor, City of Indianapolis  
Hazel McCallion, Mayor, City of Mississauga  
Carl Zehr, Mayor, City of Kitchener

10:20 Awards Presentation #2

10:30 Morning Break

10:55 The Great Debate: Bond Versus Bank

In a debate format, Canada's leading bond underwriters and investors will go head to head with bankers on whether the bank loan or bond product is a better fit for the financing requirements of the Canadian P3 market. Moderated by Rick Byers, one of Canada's leading project sponsors and by Neill McQuay representing one of the leading P3 procurement offices. The audience will have the chance to participate in this reality show. Find out about the best way to finance your project... and be entertained.

**Co-Moderators:** Rick Byers, Executive Vice President, Borealis Infrastructure & Director, CCPPP  
Neill McQuay, Assistant Deputy Minister, Strategic Capital Planning, Alberta Treasury Board

**Bankers:** Peter Manis, Managing Director, Head of Infrastructure North America, Credit Agricole  
Kerri L. Fox, Head of Project Finance, North America, BBVA Securities Inc.  
Nasir Khan, Managing Director, Project Finance Group, Bank of Tokyo - Mitsubishi UFJ

**Bond Underwriters:** Graeme Begg, Vice President & Director, TD Securities Inc.  
Gregory Lawrence, Managing Director, Head of Canadian Investment Grade Debt, Bank of Nova Scotia/Scotia Capital Inc.  
Duncan McCallum, Managing Director, Canadian Head of Infrastructure, RBC Capital Markets

11:40 Awards Presentation #3 & #4

11:50 Keynote Address



The Honourable Bob Chiarelli, Minister of Infrastructure;  
Minister of Transportation, Government of Ontario

12:15 Networking Lunch [Concert Hall]

1:40 ~~CCPPP~~ The Long-Term Value of Asset Management in P3's

Investors, developers, operators and owners often see asset management from very different perspectives. While compliance and risk management may be essential for some, the operational efficiency of the asset is key to others. And the government's value for money evaluation may or may not prioritize the long-term benefits of lifecycle maintenance. The panel will provide their unique perspectives on asset management, describe how P3 may be influencing their conventional portfolios and perhaps offer suggestions on where the best balance lies for the P3 model moving ahead.

**Moderator:** Tim Philpotts, Senior Vice President, Ernst & Young Grande Corporate Finance Inc., & Director, CCPPP

**Panel:** Shokat Kermalli, Vice President, Asset Management Commercial, Bilfinger Berger Project Investments Inc.  
John MacCush, Senior Vice President, Carillion Services  
Jack Bittan, Senior Vice President, Business Development, Capstone Infrastructure  
Lawrence Quinn, Senior Vice President, Project Delivery, Infrastructure Ontario  
Alina Osorio, CEO, Aquila Infrastructure Management

DAY  
1

MONDAY NOVEMBER 20, 2011

#### 1B Taking Canadian P3 Expertise Global

Canada is now considered one of the leading P3 markets in the world, with a robust, consistent and coordinated project pipeline as well as an experienced and competitive bidder pool. There are significant opportunities for companies based in Canada to export their services to growing P3 markets. The panel will discuss what assistance Canadian governments can provide and what a company needs to start competing globally.

**Moderator:** Peter MacArthur, Director General of Global Business Opportunities, Department of Foreign Affairs and International Trade, Government of Canada

**Panel:** Marc Whittingham, President & CEO, Canadian Commercial Corporation  
 Françoise Faverjon-Fortin, Vice President, Infrastructure & Environment Group, Export Development Canada  
 Steve Nackan, President, Acon Concessions  
 Rosaire Sauriol, Senior Vice President, Project Management and Construction, Dessau Inc.  
 Ron McIntyre, Principal, Cannon Design Architecture Inc.

#### 2A P3 Canada: An Effective Financing and Procurement P3

Using a Q&A format, this panel of P3 advisors and municipal experts will explain how to evaluate the P3 potential for a project, develop a solid business case, determine the best risks to transfer to the private sector and recommend how to source financial and consulting assistance, including the P3 Canada Fund. This session will be valuable for municipalities, aboriginal communities and contractors new to P3 as well as companies looking for ways to frame the P3 discussion with potential clients.

CCPPP's new P3 Guide for Municipalities will also be released at this session, providing an overview on what the guide includes and how best to take advantage of it.

**Moderator:** Johanne Mullen, Partner, PricewaterhouseCoopers LLP, Montreal & Director, CCCPP

**Panel:** John Arseneau, Vice President, Business Development, PPP Canada  
 David Bowcott, Senior Vice President and National Director Large/Strategic Accounts, Construction and Infrastructure, AON Reed Stenhouse Inc.  
 Harald Jensen, Executive Vice President, Municipal Business Development, Veolia Water  
 Mary Lowe, Chief Development Officer, Infrastructure Ontario

#### 2:50 2B EG's through the Eyes of Auditors General - Keys to a Compelling VFM Equation

Auditors general have played a major role in determining value for money on provincial P3 projects since 2004. What does this distinguished panel of Canadian auditors think about when it comes to P3 and what value for money it can provide after financial close and once operations have begun? Can P3 be compared to conventional procurement or do the metrics need to be reconfigured to accurately reflect areas such as risk transfer and lifecycle maintenance benefits?

**Moderator:** William B.P. Robson, President & CEO, C.D. Howe Institute

**Panel:** John Doyle, Auditor General of British Columbia  
 Jim R. McCarter, Auditor General of Ontario

#### 2B P3s Plugged In: Innovative Approaches to Energy Projects Large and Small

Canada's national need for new and refurbished energy infrastructure is immense, with most provinces looking to make significant investments in hydro, wind and/or nuclear projects in the coming years. The role of the private sector has always been important to both generation and distribution, but P3 has not seen widespread adoption. In this session, hear from some provincial representatives about what needs to be done and how the private sector can be involved in new ways. Opportunities for green tech will also be explored.

**Moderator:** Gord Willcocks, Partner, Infrastructure and Projects Group, McCarthy Tétrault LLP & Director, CCCPP

**Panel:** Jeffrey Frank, President, Quilcene Consulting and Project Manager, Swan Lake First Nations Wind Project  
 Dan Doyle, Chair of the Board, BC Hydro  
 Cliff Curtis, Commissioner of Works, Regional Municipality of Durham

#### 3 P3s: What's the Deal? The Private Sector - Factors for Success

This panel will relate their experiences as advisor, transaction agent, sponsor and developer on the common misconceptions they run into with organizations new to the P3 model. What internal and external capabilities do organizations require to procure good P3s and what are some innovative solutions that municipalities and aboriginal communities can employ to leverage private sector capital and ingenuity?

**Moderator:** Jack Davis, Chairman, CEO, Mobile Inc. & Director, CCCPP

**Panel:** Richard Abboud, Founder & President, FORUM Equity Partners Inc.  
 Doug Ewing, Vice President, Projects, Partnerships BC  
 Louise Panneton, Managing Director, P1 Consulting Inc.  
 Matthew Ney, Financial Advisor, Kinbasket Sewer and Water Company, Invermere, BC  
 Michael Buda, Director, Policy & Research, Federation of Canadian Municipalities



Register now at: [p32011registration.ca](http://p32011registration.ca)

DAY  
1

WEDNESDAY, NOVEMBER 21, 2011

4:00 Afternoon Break

4:20 - 5:00 Site Visits

Bridgepoint Health, Centre of Addiction and Mental Health, and Pan/ParapanAm Toronto 2015 Athletes' Village  
- registration required

4:20 3A P3 Tech: Recent Trends & Opportunities for P3 IT Projects

Information technology is not new to the P3 model, but there have been very few projects in Canada over the past 10 years. There are two Ontario projects in e-health, the Maritime Radio Communications System and the IT incorporated in the new federal CSEC building that may indicate a new surge in this sector. Government and private sector representatives will discuss what makes P3 IT projects different, how they bring new discipline to an area often plagued with cost overruns and what the future may hold for this emerging sector.

*Moderator:* Cynthia Robertson, Principal, Parkridge Consulting & Director, CCPPP

*Panel:* Greg Reed, President & CEO, eHealth Ontario

Martin Cukierman, Contract Services Officer, Defence Construction Canada

Fred Blaney, Assistant Deputy Minister, Partnerships New Brunswick

Stephen Chardler, Chairman & CEO, Global Infrastructure Group Ltd., UK

3B Rethinking Government: Alternative Service Delivery

The New Public Management (NPM) movement that began in the 1980s emphasizes innovative approaches to service delivery, with governments doing the "steering," and leaving much of the "rowing" (the delivery of services) to non-governmental entities or to collaborative arrangements between governmental and non-governmental entities. With governments under increased fiscal pressures and demands for better customer service, this session will cover some new approaches to deliver traditional services and what concepts might inform the P3 model.

*Moderator:* Gianni Ciufo, Partner and Americas Leader, Infrastructure Advisory and Project Finance, Financial Advisory Services, Deloitte

*Panel:* Paul Dalglish, Managing Director, Serco

Elgin Farewell, Vice President, Electronic Search and Registration, Teranet Inc.

Neil Wilson, Vice-President, Legal and Corporate Secretary, Nav Canada

Oliver Porter, Principal, PPP Associates and former Chairman, Governor's Commission on Sandy Springs, GA

5:45 - 9:00 First Night Reception

Join fellow delegates and speakers at the Hockey Hall of Fame for an evening of networking, refreshment, and light food. Try to outplay some competitors and view some famous NHL memorabilia in the interactive hockey exhibits.



8:00 - 10:00 Young Leaders in Infrastructure Reception [Pravda Vodka Bar]

Hockey Hall of Fame

Register now at: [p32011registration.ca](http://p32011registration.ca)

**DAY 2** **Tuesday, November 22, 2011**

7:30 Breakfast

8:00 CCPPP Annual General Meeting

8:50 Keynote Address



The Honourable Denis Label, Minister of Transport, Infrastructure and Communities and Minister of the Economic Development Agency of Canada for the Regions of Quebec

9:15 Awards Presentation #5 & #6

9:30 The Pan-Canadian Perspective from Canada's P3/AFP Agencies

This ever-popular session will give Canada's P3/AFP agencies and departments a chance to discuss the most topical issues in the Canadian P3 market and will offer delegates a glimpse of the project pipeline for the next 12 to 18 months. It will provide the most up-to-date portrait of where we are and where we're heading for P3 in 5+ provinces and at the federal level in one of the world's most robust P3 markets. The audience will also have a chance to text their questions to the panellists.

**Moderator:** Michael Marasco, CEO, Plenary Investments & Director, CCPPP

**Panel:** Sarah Clark, President & CEO, Partnerships BC  
Neill McQuay, Assistant Deputy Minister, Strategic Capital Planning, Alberta Treasury Board  
Antonio De Santiago, Executive Vice President, AFP & Major Projects, Infrastructure Ontario  
Eric Michaud, Associate Vice President, Projects, Infrastructure Québec  
Frad Blaney, Assistant Deputy Minister, Partnerships New Brunswick  
John McBride, CEO, PPP Canada

10:00 Morning Break

11:00 P3 Report Card: The Users View on Design & Operational Performance in Recent Canadian Projects

As Canada enters the operational phase in many P3 projects, users are becoming a much more engaged stakeholder group. As both partners will attest, doctors, judges and the public play a key role in the success of the project throughout the process. They are the ones who are affected daily by the design and operation, and what is often a very new way of doing things. Hear from the government representatives about their experiences as well as their users as they journeyed from P3 newbie to P3 champion and what elements of the process were important for them along the way. On the private side, hear from the developers and architects that consulted with them about how to balance design, efficiency and costs.

**Moderator:** John McArthur, President, Kiewit Development & Director, CCPPP

**Panel:**

**BC Hospitals:**

Tracy Irwin, Director, Clinical Lead, Capital Projects - Royal Columbian Hospital Redevelopment and former Site Director, Abbotsford Regional Hospital  
Bruce Crook, Director, Melbourne/Toronto, Silver Thomas Hanley Architecture

**Durham Courthouse:**

Ellen Wexler, Executive Lead - Alternative Finance and Procurement (AFP), Ontario Ministry of the Attorney General  
Chris Gower, Executive Vice President, PCL Constructors Canada Inc.

**Autoute 25:**

Daniel Toutant, CEO, Concession A25  
Sandra Sultana, Director, Office of Public-Private Partnerships, Ministère des Transports, Government of Québec

12:00 Awards Presentation #7 & #8

12:40 Luncheon (Canadian Room)

**Keynote Speaker:**



Dale Bonner, Founding Principal, Cal-Infra Advisors and former Secretary of Business, Transportation and Housing, State of California

**A Dialogue on the CCPPP 2011 Public Opinion Poll and What Canadians Are Thinking on P3 and Infrastructure:**

David McFadden, Chair, Gowlings International and Partner, Gowling Lafleur Henderson LLP and Director, CCPPP  
Nik Nanos, President & CEO, Nanos Research

Register now at: [p32011registration.ca](http://p32011registration.ca)

DAY  
2

Tuesday, November 23, 2010

1:35 4A PPP Investment - A New Frontier For Unions

In recent years business and organized labour have come together in innovative and productive collaborations to deliver much needed infrastructure development and improvement. Notably, union-related pension funds have been active participants in public private partnerships, investing in everything from social infrastructure to transportation to electricity generation. This panel will discuss the ingredients which have made these PPPs a success.

**Moderator:** Duncan Hawthorne, President & CEO, Bruce Power and Director, CCPPP

**Panel:** Joseph S. Mancinelli, International Vice President, Labourers' International Union of North America & Chair, Labourers' Pension Fund  
Pat Dillon, Business Manager & Secretary Treasurer, Provincial Building and Construction Trades Council of Ontario  
Sonia Axter, Managing Director, Infrastructure Investments, Ulico Investment Advisors, New York  
Michael Rolland, President & CEO, Borealis Infrastructure

4B The Evaluation of Healthcare Efficiency in P3/AFP Hospitals

Several jurisdictions in Canada are looking at ways to measure and promote long-term operational performance in their P3 evaluation criteria. This panel will explore the importance of adopting evidence-based design and lean flow in reducing hospital operating costs and improving clinical efficiency, and how some Canadian hospitals are structuring their P3/AFP procurement processes to achieve those goals.

CCPPP's new publication entitled "Breaking New Ground: P3 Hospitals in Canada" will also be discussed during the session.

**Moderator:** Mark Bain, Partner, Torys LLP & Director, CCPPP

**Panel:** Howard Waldner, President & CEO, Vancouver Island Health Authority, BC  
Norma Melanowich, Chief Project Officer, Kelowna and Vernon Hospitals Project, BC  
Barb Collins, COO, Humber River Regional Hospital  
David Thom, Managing Director, Urban Land and Facilities, IBI Group, Vancouver

4C Keeping Projects on the Rails: Municipal Transportation in Transit

Several Canadian municipalities are in the process of procuring or constructing road and transit projects. There are some cautionary tales internationally of projects that went off the rails, some limited experience in Canada with transit P3s and several examples of regional or municipal transportation projects that are working quite well under the model. This panel represents public authorities at various stages in the project timeline. What wisdom can be learned from those who are well on their way and what are governments new to the P3 model thinking and worrying about?

**Moderator:** Morton G. Gross, Partner, National Chair, Borden Ladner Gervais LLP

**Panel:** Mary-Frances Turner, President, York Region Rapid Transit Corporation  
Brian Middleton, Eagle Project Director, RTD-FasTracks, Denver Regional Transportation District  
Ron Aitken, Vice President, Mass Transit & Rail, SNC-Lavalin  
Gordon Chong, Co-Chair & CEO, Toronto Transit Infrastructure Ltd.

2:40 Afternoon Break

3:00 5A What Role Does Private Finance Really Play in P3s?

Public sector agencies across Canada are redefining the mix of public and private capital used to finance P3's through mechanisms such as construction milestone payments, substantial completion payments, "wide equity" models, direct public sector lending to projects and the use of letters of credit or performance bonding in place of long term debt and equity. Some P3's are eliminating private financing entirely through use of DBOM models. Our panel of experts review the myths and realities of the role of private capital in supporting risk transfer in P3's with case study examples of the consequences of having too little private financing.

**Moderator:** Jay Ramotar, Deputy Solicitor General and Deputy Minister of Public Security, Government of Alberta & Director, CCPPP

**Panel:** Sarah Clark, President & CEO, Partnerships BC  
Nicholas Mann, Executive Director, Macquarie Capital Markets Canada Ltd., Vancouver & Director, CCPPP  
Gordon Dunfield-Prayero, Senior Vice President, Ernst & Young Orenda Corporate Finance Inc., Vancouver  
Catherine Deluz, Vice President, Senior Credit Officer, Moody's Canada Inc.  
Francis Sacré, Head of Americas, Infrastructure & Asset Finance Group, Société Générale, New York

Register now at: [p32011registration.ca](http://p32011registration.ca)

DAY

2

TUESDAY, NOVEMBER 22, 2011

**5B Balancing the Scales: A Comparative Analysis of Justice Projects in Canada & the US**

There are now nine courthouse projects at various stages of procurement, construction and operation in Canada. Many consider the Long Beach Courthouse in California to be the test of whether or not P3 justice projects will move ahead in the US. What attributes of these projects have emerged as uniquely Canadian and what lessons can be learned from Long Beach and Travis County that might apply to the Canadian context?

**Moderator:** Steve Surprenant, Executive Vice President - Director of Programs, Canada, HDR Architecture, Washington

**Panel:** George Theodoropoulos, Senior Vice President, Fergate Capital Management Inc.  
Michael Pauley, Project Manager, Moncton Law Courts, New Brunswick Department of Supply & Services  
Cyd Grimes, Chief Procurement Officer, Travis County, Texas  
Joseph Aiello, Partner, Meridian Infrastructure Managers, New York

**3:00 P3: Fine Project Matter: Small-Scale P3s That Work**

There is an unfounded view among some in the P3 market that the model just doesn't work well for projects under \$50 million. However, if municipal projects are going to succeed and if the Canadian market is going to continue to expand, advisors and bidders need to start thinking smaller. Canada has some golden examples of small P3 projects in the water/wastewater, recreation and landfill gas sector that provide excellent case studies. Hear from the governments that have benefitted from relatively small P3s as well as from advisors and investors who are targeting smaller projects.

**Moderator:** Guy Choinière, Vice President, Investments, PPP Canada & Director, CCPPP

**Panel:** Larry McCabe, Clerk-Administrator, Town of Goderich & Director, CCPPP  
Jacques Dubé, City Manager, City of Moncton  
Lou Colangelo, General Manager, Toromont Energy Ltd.  
James Lew, Senior Vice President, Global Marketing & Business Development, Morrison Hershfield  
Denis Bourassa, Partner & Co-CEO, Stonebridge Financial Corporation

**4:30 - 7:00**

Closing Cocktail Reception for All Delegates and Speakers (Canadian Room)  
Co-hosted by Stikeman Elliott LLP and CCPPP

Renise de Prip - Best Deal of the Year

Project Finance  
Deals of the Year

2011

Americas  
Awards Dinner

18:30: Guests Arrive/Cocktail Reception  
19:30: Welcome Address  
Dinner Served  
21:00: Awards Presentation  
22:30: After Dinner Bar  
23:00: Guests Depart

MAYER BROWN

New York, California, Washington, D.C.

WASHINGTON

Discode

Admission granted upon presentation of this ticket

## Salle de presse

### Deux récompenses prestigieuses décernées au CHUM

#### CHUM

mardi, 06 mars 2012

Montréal, le 06 mars 2012 – Le Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM), le Collectif Santé Montréal, Infrastructure Québec, Dalida, Innisfree Secondary Fund, Laing O'Rourke, OHL et Banque Royale du Canada ont été récompensés par Project Finance International pour le financement du projet de construction du Nouveau CHUM lors de la célèbre remise des prix « Deals of the Year Awards », qui a eu lieu la semaine dernière à New York.

En plus de recevoir le prix du « North American Project Bond Deal of the Year 2011 », pour son financement obligataire, le projet du nouveau centre hospitalier s'est également vu décerner le grand prix du jury « Overall North America Project Finance Deal of the Year 2011 ». Il s'agit de la récompense la plus prestigieuse de cette remise des prix.

Le financement obligataire du projet de construction du nouvel hôpital constitue la plus importante opération en formule PPP pour un hôpital dans l'histoire du Canada. Le Collectif Santé Montréal, partenaire du CHUM et responsable de la conception, de la construction, du financement et de l'entretien du projet, a levé 1,37 milliard de dollars via la vente d'obligations garanties.

Le directeur général et chef de la direction du Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM), monsieur Christian Paire, s'est dit « fier qu'un projet comme celui du CHUM, reçoive une reconnaissance aussi prestigieuse. Cela témoigne, a-t-il précisé, de la qualité du projet et bien entendu de l'expertise de nos partenaires notamment : le Collectif Santé Montréal, la Banque Royale du Canada, Infrastructure Québec, Raymond Chabot Grant Thornton, Pasken Martineau, McCarty Tétreault, Investec, Blake Cassels & Graydon et le Ministère de la Santé et des Services sociaux ».

Le projet va s'inscrire dans la construction d'un pôle d'excellence de soins, d'enseignement et de recherche, au centre du futur quartier de la santé de Montréal. Opérationnel dès le printemps 2016, l'hôpital comptera 772 lits, plus de 268 000 m<sup>2</sup> de superficie et contribuera à doter la médecine universitaire d'installations modernes, à la pointe de la technologie.

#### À propos du Collectif Santé Montréal

Formé d'Innisfree Canada Ltée, Obrascon Huarte Lain, S.A. (OHL), Laing O'Rourke Corporation Ltée (Laing O'Rourke) et Dalida Canada Inc., le Collectif Santé Montréal a pour mission la conception, la construction, le financement et l'entretien du futur CHUM. La construction du projet se fera en deux phases distinctes qui s'échelonneront sur une période de neuf ans débutant en 2011. Regroupé sous l'appellation Construction Santé Montréal, les entrepreneurs en construction sont Laing O'Rourke et OHL, qui comptent sur l'expertise de plusieurs sous-traitants régionaux et internationaux d'envergure tels que les architectes Cannon Design (Canada) et DCYSA (Montréal), les ingénieurs HH Angus, Pasquin St-Jean, Roche et Groupe SM et les constructeurs montréalais EBC et Magil. Une fois la construction achevée, l'entretien du CHUM sera confié à Dalida Canada Inc pour une période de 30 ans.

#### À propos du CHUM

Le Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM) est le plus grand centre hospitalier universitaire francophone en Amérique du Nord. Reconnu pour l'excellence de ses soins et l'expertise de ses spécialistes, il accueille chaque année plus d'un demi-million de patients provenant de la grande région montréalaise, mais aussi d'ailleurs au Québec. L'application d'approches de soins novatrices, la recherche de nouvelles connaissances, la promotion de la santé, de même que la transmission du savoir sont au cœur de sa mission. Riche de son histoire, le CHUM est résolument tourné vers l'avenir, avec la construction en cours de ses futures installations et de son centre de recherche au centre-ville de Montréal, un projet global de 2,5 milliards de dollars sur un site unique. Dès 2013, le Centre de recherche du CHUM ouvrira ses portes. Il sera suivi en 2016 par l'ouverture du nouveau CHUM, un centre hospitalier universitaire de calibre international qui vibrera au même diapason que sa communauté dont il est un acteur important. Le CHUM préconise une perspective citoyenne en s'inscrivant dans une logique de développement durable et une approche urbaine concertée. Il est également un membre actif du Réseau universitaire intégré de santé (RUIS) de l'Université de Montréal. [chumontreal.com](http://chumontreal.com)

#### Source :

Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM)  
Collectif Santé Montréal

#### Renseignements :

Lucie Dufresne  
Conseillère en communication  
Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM)  
Téléphone : 514 890-8000, poste 15380  
Télévendeur : 514 860-7110

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 2

Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organisme, selon le cas, les coûts, les dates et l'itinéraire.

- AUCUNE DÉPENSE N'A ÉTÉ RÉALISÉE POUR DES VOYAGES EFFECTUÉS EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE PAR LE PRÉSIDENT

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 3

Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites: les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013; le nom des firmes de publicité; le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; le but visé par chaque dépense; dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire.		
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
2011-2012		
• Institut pour le partenariat public-privé	Commandite pour le Grand Forum 2011 ayant pour but de partager le bilan des réalisations actuelles en PPP, d'identifier les projets à venir dans différents secteurs d'activités et de réfléchir sur les possibilités que présentent les grands projets au Québec et au Canada.	5 000 \$
• Mission Design	Commandite pour les conférences portant sur les Grands projets publics lors de l'Événement design.	2 000 \$



ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
NUMÉRO 4

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatique, ou l'organisation d'événements : Organisés par le ministère ou l'organisme : les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013, ventilées par type d'événements; le but visé par chaque dépense; le nombre d'événements total ventilé par type d'événements. Organisés par une firme externe : les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013, ventilées par type d'événements; le nom de la ou des firmes de publicité; le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographies, de vidéos, etc. ; le but visé par chaque dépense; le nombre d'événements ventilé par type d'événements.			
TYPE D'ÉVÉNEMENT	BUT VISÉ	FOURNISSEURS	COÛT
ORGANISÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME 2011-2012			
<ul style="list-style-type: none"> <li>L'organisation de conférences par Infrastructure Québec en lien avec le mandat de l'organisme qui vise à mettre à la portée des personnes des informations sur la planification, la réalisation et la gestion des grands projets d'infrastructure.</li> </ul>	1. Élaboration du dossier d'affaires (2 événements)	Hilton Québec et bureau d'Infrastructure Québec	600.63 \$
	2. Utilisation du bois (2 événements)	Hilton Québec et bureau d'Infrastructure Québec	557.50 \$
	3. Utilisation de l'aluminium (2 événements)	Bureau d'Infrastructure Québec	- \$
	4. Politique-cadre et les Grands projets d'infrastructures publiques (GPIP) (1 événement)	Bureaux du Ministère de la Culture, des Communications, de la Condition féminine (MCCCF)	- \$
<ul style="list-style-type: none"> <li>Tournée ayant pour objet le partenariat public privé en offrant aux entreprises québécoises et aux décideurs œuvrant aux paliers local et régional les informations et les outils nécessaires pour la réalisation de projets en PPP sur leurs territoires respectifs.</li> </ul>	6 événements dans différentes villes du Québec	Institut pour le partenariat public-privé (IPPP)	2 500 \$ par événement pour un total de 15 000 \$

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 5**

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2011-2012 en indiquant : le nom du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, le mandat et le résultat (rapport ou document final); le coût; l'échéancier; dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.		
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
Archives Iron Mountain	Mise en voute des rubans de sauvegarde informatique	20 000 \$
A.H.B. 2000 Inc	Membre du comité de revue du contrôle de la qualité dans la préparation du dossier d'affaires initial du projet de l'Aérotrain	14 000 \$
CAMIQ inc.	Formulaire Hermann pour l'ensemble des employés et obtention d'un rapport de profil de groupe dans le cadre d'une activité corporative.	5 000 \$
C.F.C. Dolmen Inc.	Conseiller pour la réalisation du plan stratégique (avenant)	1 050 \$
C.F.C. Dolmen Inc.	Conseiller pour l'élaboration d'un plan prévisionnel de la main d'œuvre	22 488 \$
Claude Boudreault	Conseiller en assurances et gestion des risques des projets d'achat de places d'hébergement et de soins de longue durée en Montérégie et à Laval	4 800 \$
Conseil GG inc.	Coordination de la réalisation du dossier d'affaires final du projet du Train de l'Est (avenant)	16 000 \$
Cosime Inc.	Services d'animation d'ateliers de risques Hôpital du Haut-Richelieu	17 065 \$
François Daviault	Arbitre de conflit d'intérêts du projet Turcot	15 000 \$
François Daviault	Arbitre de conflit d'intérêts du projet d'établissement de détention Sorel-Tracy	15 000 \$
Institut pour le partenariat public-privé	Commandite Grand forum	5 000 \$
Les traductions Waterhouse inc.	Traduction français vers l'anglais	24 000 \$
Louis Courteau	Traduction de l'anglais vers le français et révision linguistique en français	10 000 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 5

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2011-2012 en indiquant : le nom du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, le mandat et le résultat (rapport ou document final); le coût; l'échéancier; dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.		
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
Michael Shea	Formation langue anglaise	10 000 \$
Nicole R. Gauthier	Animation de l'atelier sur le Profil du formulaire Hermann	1 900\$
Pierre Beaudoin	Membre du comité de conseillers experts du projet du Train de l'Est (avenant)	8 000 \$
Pierre Beaudoin	Membre du comité de revue du contrôle de la qualité de l'appel de qualification du projet Turcot	7 800 \$
Raymond Chabot Grant Thornton	Plan pluriannuel de vérification interne	22 950 \$
The Conference Board of Canada	Participation financière à une étude du Conference Board of Canada	20 000 \$

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013**  
**INFRASTRUCTURE QUÉBEC**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**  
**NUMÉRO 6**

[illegible]

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 7

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en indiquant le nom du professionnel ou de la firme, le nom de tous les sous-traitants associés au contrat, le mandat et résultat (rapport ou document final, le coût, l'échéancier, dans le cas d'octroi par soumission et le montant des soumissions.		
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
NON APPLICABLE CHEZ INFRASTRUCTURE QUÉBEC		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 8

Le nombre de consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère.

La question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude de crédits

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 9

Pour chaque projet de développement informatique de plus de 100 000 dollars initié depuis l'exercice financier 2003-2004 au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère: le nom du projet; la nature du projet; l'échéancier; le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; les plus récentes évaluation du coût du projet; les sommes totales engagées à ce jour reliées au projet; les firmes ou OSBL associés au développement du projet incluant tous les sous-traitants associés au projet; les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour et le mode d'octroi du contrat le cas échéant; le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; nombre de consultants externes intégré ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère; indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, telle qu'exigée par la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

Projet	Description	Montants alloués	Dépenses estimées au 29-02-2012	Réalisation (%)
<ul style="list-style-type: none"> <li>AUCUNE SOMME DE PLUS DE 100 000 \$ POUR UN PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE DEPUIS 2003-2004</li> </ul>				

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 10

Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2011-2012, de chacune des dépenses suivantes : la photocopie; le mobilier de bureau; les distributeurs d'eau de source; le remboursement des frais de transport; le remboursement des frais d'hébergement; le remboursement des frais de repas; l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement: i) au Québec, ii) à l'extérieur du Québec.

[illegible]



ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 11

Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2011-2012, de chaque dépense reliée à la téléphonie: le nombre de téléphone cellulaire, «BlackBerry», iPhone ou autres types de téléphones intelligents; les coûts d'acquisition des appareils; le coût d'utilisation des appareils; le nom des fournisseurs; le coût des contrats téléphoniques; les ordinateurs portables; les iPad ou autres types de tablettes électroniques; les téléavertisseurs.		
<b>POUR L'ENSEMBLE D'INFRASTRUCTURE QUÉBEC</b>		
Nombre de téléphones :		
- Bell mobilité : 40 appareils		
- Rogers sans-fil : 0		
- Telus mobilité : 0		
<b>Total = 40 appareils</b>		
Coût d'acquisition : 1 069.59 \$		
Coût d'utilisation : 28 569.33 \$		
Coût des contrats :		
Contrat 3 ans selon utilisation		
Ordinateurs portables et tablettes électronique : 70		
Téléavertisseurs : 0		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 12A

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation): le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc....)

### 35 ans et plus

CATÉGORIE D'EMPLOI	PERSONNES HANDICAPÉES				MEMBRES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES				ANGLOPHONES				AUTOCHTONES				35 ANS ET PLUS				NOMBRE D'EFFECTIFS RÉGULIERS EN EMPLOI			
	MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Administrateurs d'État	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1,96	-	-	1	1,96	-	-
Cadres	-	-	-	-	1	1,96	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	18	35,29	4	7,84	19	37,25	5	9,80
Professionnels	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1,96	-	-	-	-	-	-	5	9,80	3	5,88	7	13,74
Techniciens	-	-	-	-	-	-	3	5,88	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1,96	13	25,49	1	1,96	14	27,45
Personnel de bureau	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1,96	
Ouvriers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Total	0	0	0	0	1	1,96	3	5,88	0	0	1	1,96	0	0	0	0	20	39,21	22	43,13	24	47,05	27	52,95
TOTAL : 51																								

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 12B

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013: le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...)																								
35 ans et moins																								
CATÉGORIE D'EMPLOI	PERSONNES HANDICAPÉES				MEMBRES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES				ANGLOPHONES				AUTOCHTONES				MOINS DE 35 ANS				NOMBRE D'EFFECTIFS RÉGULIERS EN EMPLOI			
	MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Administrateurs d'État	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1,96	-	-
Cadres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1,96	1	1,96	19	37,25	5	9,80
Professionnels	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	5,88	2	3,92	3	5,88	7	13,74
Techniciens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1,96	1	1,96	14	27,45
Personnel de bureau	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1,96	-	-	-	-	-	-	1	1,96	-	-	1	1,96
Ouvriers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1,96	-	-	-	-	4	7,84	5	9,80	24	47,05	27	52,95
																					TOTAL : 51			

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 12C

[illegible]

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 12E

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013: Nombre total d'heures de travail supplémentaires travaillées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.)

[illegible]

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 12F

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013: Nombre total de jours de vacances pris par le personnel												
CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS
Cadres	12	11	31	67.5	106	41	10	25	34	35	19.5	17
Professionnels	4.5	18	12	30	41.5	19	1	6	18	10	16.5	1
Personnel de bureau et techniciens	11	9.5	22	36	57.5	37.5	13	16.5	33.5	11	8	-
Autres catégories (Retraité)	-	-	8	-	-	0.5	-	-	-	-	-	-
TOTAL	27.5	38.5	73	133.5	205	98	24	47.5	85.5	56	44	18

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 12I

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013: le nombre et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels) qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1<sup>o</sup> de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 12J

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013: Évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)				
CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE D'EFFECTIFS			TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL
	2009-2010	2010-2011	2011-2012	
PDG	1	1	1	Québec
CADRES	7	10	11	Québec
	10	11	13	Montréal
PROFESSIONNELS	2	8	5	Québec
	2	4	5	Montréal
TECHNICIENS	4	5	8	Québec
	5	7	7	Montréal
PERSONNEL DE BUREAU			1	Montréal
TOTAL	31	46	51	



ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 12K

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013: Évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir			
• INFRASTRUCTURE QUÉBEC N'AS PAS DE POSTES D'EXPERTS ET ÉMÉRITES	2008-2009	2009-2010	2010-2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 12L

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013: Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie			
	2008-2009	2009-2010	2010-2011
• NON APPLICABLE CHEZ INFRASTRUCTURE QUÉBEC	0	0	0

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 12M

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013: Nombre de postes par catégorie d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)				
CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE DE POSTES			TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL
	2009-2010	2010-2011	2011-2012	
Haute direction	2 2	1 2	2 2	Québec Montréal
Cadre	6 8	10 9	10 11	Québec Montréal
Professionnel	4 2	8 4	5 5	Québec Montréal
Technicien	4 5	5 7	8 7	Québec Montréal
Personnel de bureau			1	Montréal

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 12N

Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.		
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
La réponse sera transmise par le Conseil du trésor		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 13A

Pour chaque ministère et organisme, et ce, par direction: nombre de départs à la retraite en 2011-2012.	
	NOMBRE
• Nombre de départ à la retraite en 2011-2012	4

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 13B

Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction: nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.

- NON APPLICABLE À INFRASTRUCTURE QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 13C

Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction: nombre de départs à la retraite prévu pour 2012-2013	
	2012-2013
Nombre de départ à la retraite prévu pour 2012-2013	2

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 13D

Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction: nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique embauchés pour un ou des contrats.

- Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats

NOMBRE

1



ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 14

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d'eux : l'emplacement de la location; la superficie du local loué; la superficie réellement occupée; la superficie inoccupée; le coût de location au mètre carré; le coût total de ladite location; les coûts d'aménagement réalisés depuis le 1<sup>er</sup> avril 2011; la nature des travaux et le ou les bureaux visés; la durée du bail; le propriétaire de l'espace loué; le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant

ADRESSE	SUPERFICIE LOCATIVE (M <sup>2</sup> )	COÛT TOTAL DE LOCATON 2011-2012	COÛT D'AMÉNAGEMENT 2011-2012	DURÉE DU BAIL
Montréal - 500, boul. René-Lévesque Ouest, bureau 15,01	865,47 M2	300 533,98 \$	16 640,19 \$	2011-04-01 au 2016-03-31
Propriétaire de l'espace loué (Montréal): Aflid Services Immobiliers				
Québec - 888, rue St-Jean, bureau 400	885 M2	175 966,98 \$	731 642,00 \$	2011-10-01 au 2016-09-30
Propriétaire de l'espace loué (Québec) : Cominar				

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 15

Coûts de déménagement, d'aménagement et de travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1 <sup>er</sup> avril 2011 à ce jour.		
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
NON APPLICABLE CHEZ INFRASTRUCTURE QUÉBEC		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 16

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2011-2012 en indiquant pour chaque individu : la date d'entrée en fonction et la date de départ, le titre de la fonction, l'adresse du port d'attache, le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés, la prime de départ versée, la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève, la description de tâches, le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1<sup>er</sup> avril 2011, le nombre total d'employé au cabinet, la masse salariale totale par cabinet pour les années 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011, et 2011-2012, le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée, s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

NON APPLICABLE CHEZ INFRASTRUCTURE QUÉBEC		
---	--	--

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 17

Liste des sommes d'argent versées en 2011-2012 à même le budget discrétionnaire du Ministre, Ministère ou de l'organisme.		
NON APPLICABLE À INFRASTRUCTURE QUÉBEC		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 18

Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc) en indiquant le poste initial, le salaire, le poste actuel, la date de la mise en disponibilité, les prévisions 2012-2013.		
La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 19

Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge en 2011-2012.		
Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 20

Nombre de fonctionnaires et/ou ETC affectés au Plan Nord, pour chaque ministère et organisme

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 21

Liste du personnel hors structure par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : nom de la personne; poste occupé; salaire de base et les bonis, le cas échéant; assignation initiale; date de l'assignation hors structure; date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu

NON APPLICABLE CHEZ INFRASTRUCTURE QUÉBEC



ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 22

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres : assignation initiale; assignation actuelle; salaire de base et les bonis, le cas échéant; date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu

- AUCUNE ASSIGNATION CHEZ INFRASTRUCTURE QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 23

Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun : clubs privés ou autres; billets de saison, loges; etc.		
FOURNISSEUR	TITRE	MONTANT
<ul style="list-style-type: none"><li>AUCUN ABONNEMENT</li></ul>		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 24

Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site : le nom du site Web; le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site; les coûts de construction du site; le coût de l'entretien et de la mise à jour; le responsable du contenu sur le site; la fréquence moyenne de mises à jour; le nombre de visiteurs (hits) par mois; combien de fois le site a-t-il été refait?; Quel en a, été le coût?; Quels sont les critères qui ont justifié les changements?

SECTEUR :

NOM DU SITE ET ADRESSE	NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	COÛT DE CONSTRUCTION DU SITE	COÛT DE L'ENTRETIEN ET DE LA MISE À JOUR	RESPONSABLE DU CONTENU DU SITE	FRÉQUENCE MOYENNE DE MISES À JOUR	NOMBRE DE FOIS QUE LE SITE A ÉTÉ REFAIT COÛT CRITÈRES
<a href="http://www.infra.gouv.qc.ca">www.infra.gouv.qc.ca</a>	PureCobalt	14 450 \$ en 2010-2011	1 650 \$ en 2011-2012	Karla Duval, responsable des communications	Ajout de nouveaux éléments de contenu et mise à jour au quotidien (communiqués, rapports, photos, nouvelles, etc.)	Aucune

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 25		
Nominations, depuis le 1 <sup>er</sup> avril 2011, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs et sans en restreindre la portée :		
NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME	OBJET DU CONTRAT	COÛT
François Daviault	Arbitre de conflit d'intérêts du projet Turcot	15 000 \$
François Daviault	Arbitre de conflit d'intérêts du projet d'établissement de détention Sorel-Tracy	15 000 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 26

Pour 2011-2012, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacun des régions.		
<ul style="list-style-type: none"><li>• NON APPLICABLE POUR INFRASTRUCTURE QUÉBEC</li></ul>		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 27

Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme pour 2011-2012.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 28

La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres.		
NON APPLICABLE CHEZ INFRASTRUCTURE QUÉBEC.		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 29

La liste des ententes et leur nature, signées depuis le 1 <sup>er</sup> avril 2011 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.		
La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat des Affaires Intergouvernementales canadiennes.		



ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 30

Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organismes par année budgétaire, et ce, depuis 2003-2004.		
La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 31

Tel que prévu dans la politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2012-2013.

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au rapport annuel 2011-2012 des ministères et organismes gouvernementaux.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 32

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013.		
La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 33

Pour chaque ministère et organisme, les sommes reçues en 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 et 2013-2014 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer la façon ventilée pour chacun des programmes, ententes ou autres, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.		
Sommes reçues	Date du versement	Objet de l'entente
56 538.50 \$	1 juin 2011	<p><u>Entente entre PPP Canada et Infrastructure Québec pour le projet du Centre d'expositions horticoles et commercial de la ville de Laval (concernant la préparation d'un dossier d'affaires)</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Montant reçu du Fédéral et remis en totalité au Centre d'expositions horticoles et commercial de la ville de Laval</li> </ul>
111 355.50 \$	1 juin 2011	<p><u>Entente entre PPP Canada et Infrastructure Québec pour le projet de la Navette aéroportuaire entre l'aéroport Montréal Trudeau et le centre-ville de Montréal par Aéroport de Montréal (concernant la préparation d'un dossier d'affaires)</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Montant reçu du Fédéral et remis en totalité au projet de la Navette aéroportuaire entre l'aéroport Montréal Trudeau et le centre-ville de Montréal</li> </ul>
TOTAL : 167 894.00 \$		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 34

Pour chaque ministère ou organisme, la liste des ententes signées depuis le 1er avril 2004 avec une ou des conférences régionales des élus. Indiquer la nature de l'entente, les sommes qui y sont associées, le cas échéant, en vertu de quel programme ces sommes sont allouées, la ou les date(s) des versements et à quelles fins elles ont été consacrées.

- NON APPLICABLE CHEZ INFRASTRUCTURE QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 35

Pour chaque ministère et organisme, dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour les années financières 2010-2011 et 2011-2012 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des primes au rendement et des bonis.

	MONTANT
<ul style="list-style-type: none"><li>• AUCUNE PRIME AU RENDEMENT NI BONI N'A ÉTÉ VERSÉ PAR INFRASTRUCTURE QUÉBEC EN 2011-2012</li></ul>	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 36

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc, fournir pour les années financières 2010-2011 et 2011-2012 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des primes de départ incluant des montants versés pour bris de contrat.

	MONTANT
<ul style="list-style-type: none"><li>AUCUNE PRIME DE DÉPART, NI POUR BRIS DE CONTRAT, N'A ÉTÉ VERSÉ PAR INFRASTRUCTURE QUÉBEC EN 2011-2012</li></ul>	